

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION
DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

ARRETE portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT
DURABLE
N°IC 2004/7659
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor,

Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1°, (et 2170 2) de la nomenclature ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002 du Ministre de l' Aménagement du territoire et de l'environnement relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2170 « engrais et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques » et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobique (compostage) des matières organiques ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

- VU l'arrêté préfectoral du 6 mai 2003, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. CHEVALIER Guy », autorisant l'exploitation en SAINT GUEN au lieu-dit « Le Port Thomas » d'un élevage avicole de 51200 animaux équivalents (soit 51200 poulettes);
 - VU le récépissé de déclaration en date du 20 avril 2006 au titre de l'installation classée pour l'environnement « E.A.R.L. CHEVALIER Guy » relatif à l'exploitation en SAINT GUEN au lieu-dit « Le Crén » d'un élevage avicole de 10200 poules pondeuses ou 17000 poulettes
 - VU la demande présentée le 20 février 2006 par l'installation classée « E.A.R.L. CHEVALIER (Guy) », sise « Le Port Thomas » en SAINT GUEN, en vue de la restructuration avec regroupement de cheptels d'un élevage avicole autorisé (98720 poulettes démarrées) soit 98720 animaux équivalents, avec mise à jour de la gestion des déjections (partiellement en épandage ou en compostage) et création d'une unité de fabrication d'engrais et de supports de cultures (rubrique 2170), construction de 2 poulaillers - le second site ("Le Créno") devant être désaffecté et reconverti en site de compostage, en SAINT GUEN au lieu-dit « Le Port Thomas » (Sections ZD N°108-109) et en « Le Créno » (Section ZE N°80) (compostage)(22530 SAINT GUEN
 - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
 - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
 - VU les délibérations des conseils municipaux de MERLEAC (21 septembre 2006) - MUR DE BRETAGNE (25 septembre 2006) - LE QUILLIO (7 septembre 2006) - SAINT CONNEC (17 octobre 2006)- ST GILLES DU VIEUX MARCHE (5 octobre 2006)- SAINT GUEN (17 octobre 2006);
 - VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
 - VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 30 mars 2007 ; modifié le 8 juin 2007
 - VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 25 mai 2007 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que le pétitionnaire ne respecte pas les distances prescrites par la réglementation en cours, du fait de l'implantation de la future unité de fabrication d'engrais à 35 mètres des tiers les plus proches, M. CRENO et Mlle BELLEC, anciens exploitants et locataires de l'habitation achetée par les pétitionnaires
- CONSIDERANT que les tiers concernés ont donné leur accord
- CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du BLAVET;
- CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de MUR DE BRETAGNE, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT que le projet consiste en la restructuration d'un élevage avicole avec d'une part la reprise et le transfert sur le site « Le Port Thomas » en SAINT GUEN d'un cheptel avicole et d'autre part de l'augmentation de la capacité d'accueil de l'élevage (de 51200 à 98720 poulettes démarrées) dans le cadre de l'installation de Mme CHEVALIER dans l'E.A.R.L. qui bénéficie du statut JA/EDEI.

CONSIDERANT l'attribution à Mme CHEVALIER de 4941 UN par la C.D.O.A. marge du 13 octobre 2005

CONSIDERANT que la restructuration est autorisée au titre du contrôle des structures (C.D.O.A. du 9 juillet 2003) ;

CONSIDERANT que l'augmentation des effectifs sur le site « Le Port Thomas » sera de 47520 animaux équivalents, la construction sur ce site de deux poulaillers passera la surface d'élevage de 3200 m² à 6170 m² ;

CONSIDERANT que le transfert des animaux n'interviendra qu'après la mise en service de l'unité de fabrication d'engrais ;

CONSIDERANT que le site « Le Créno » en SAINT GUEN sera désaffecté. Un poulailler sera transformé en unité de fabrication d'engrais organique, l'autre sera transformé en hangar à paille ;

CONSIDERANT que l'exploitation produira 19349 UN et 19349 UP205, qui seront intégralement compostées. 3413 UN seront épandues sur 35,2ha de terres en propres, le reste 10131UN sera exporté hors cantons supérieur à 140UN/ha via la SARL AMENDIS DE SAINT BRIEUC

CONSIDERANT que l'éleveur s'est engagé à exporter via son opérateur, 15 tonnes de compost en plus du contrat initial soit 241 tonnes afin de ne pas dépasser les 100UP205/ha,

CONSIDERANT le contrat de reprise du 16 février 2006 avec AMENDIS - effectif concerné : 55233 places poulettes - tonnage concerné : 241 T d'engrais ou amendements organiques ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

AR R E T E -

ARTICLE 1^{er} -

Le pétitionnaire est autorisé au titre de l'installation classée « **E.A.R.L. CHEVALIER (Guy)** », sise en SAINT GUEN au lieu-dit « Le Port Thomas » à exploiter, à cette même adresse (sections ZD N°108-109) conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 98720 animaux équivalents répartis en 98720 poulettes démarrées en présence simultanée, *sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 19 349 unités par an*.

Il est également donné acte à l'éleveur de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également, en annexe de l'élevage, au lieu-dit « Le Créno » (section ZE N°80 en SAINT-GUEN) une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 241 tonnes par an.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes).

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.2.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 6 170 m².

2.2.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.2.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.2.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.2.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.2.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage. L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2.7.- L'arrêt de l'atelier volailles de 10000 poules pondeuses ou 17000 poulettes au lieu-dit "Le Créno" en SAINT-GUEN sera effectif dès la mise en exploitation des poulaillers projetés en poulettes démarrées sur le site "le Port Thomas" à SAINT GUEN. Le poulailler sera ensuite désaffecté (enlèvement des silos d'aliments et du matériel d'élevage) dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation.

2.2.8.-Des phytases sont incorporées dans les formules d'alimentation des volailles. Les justificatifs seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées pendant une durée de 5 ans.

2.2.9. Le transfert des animaux provenant des autres sites, sur le site de "Port Thomas" à SAINT GUEN, ne pourra être effectué qu'après la mise en service de l'unité de fabrication d'engrais.

2.3. - Sécurité :

2.3.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.3.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.4. - Autres -

2. 4.1.- Aucun apport d' engrais minéral phosphoré ne sera réalisé sur les terres du pétitionnaire.

ARTICLE 3 - Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

3.1 - Installation de compostage.

3.1.1. - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobie contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

3.1.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001 [44 051].

3.1.3. - Pour la mise en œuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera d'une plate forme étanche suffisamment dimensionnée et permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.1.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en œuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

3.1.8. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle au plus tard 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

3.2. - *Exploitation - entretien.*

3.2.1. *Surveillance de l'exploitation.*

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.2.2. *Ventilation des locaux.*

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.2.3. *Contrôle et suivi du compostage.*

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. L'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température afin d'effectuer les relevés de température.

3.2.3.2 L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- a) - la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie,
- b) - l'origine des matières premières (nature et origine des déjections),
- c) - les dates d'entrée en compostage,
- d) - les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- e) - les mesures de température (date des mesures et relevés de température),

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot. Cette durée devra être au minimum de trois mois.

3.2.3.3 Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.4. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.5 Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.6 Pour les composts qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.2.4 Utilisation du compost.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

3.3. Gestion des flux - Traçabilité

Une convention est établie avec la société AMENDIS de SAINT BRIEUC, qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 pour 241 tonnes de compost par an soit 10 826 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- a) - les dates de départs,
- b) - les références de lot,
- c) - la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- d) - les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- e) - le nom du transporteur,
- f) - les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans. L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

3.4.-L' éleveur devra respecter le cahier des charges "compostage de fumier de volailles" présenté par le groupe interprofessionnel volailles de chair de bretagne validé au niveau régional n°1-2002.

ARTICLE 4 – Résorption

Par transfert: 10 826 unités.

ARTICLE 5 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 6 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 7 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de SAINT GUEN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de SAINT GUEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 9 -

Les décisions préfectorales susvisées du 6 mai 2003 et celle du 20 avril 2006 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

ARTICLE 10 -

«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de SAINT GUEN, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de MERLEAC - MUR DE BRETAGNE - LE QUILLIO - SAINT CONNEC - ST GILLES DU VIEUX MARCHE .

SAINT-BRIEUC, le

26 JUIN 2007

LE PREFET,
Le Secrétaire Général par intérim
Le Sous-Préfet,

Marc de la FOREST-DIVONNE